

La tragédie afghane

mardi 10 août 2021, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 10 août 2021).

D'ici quelque semaines, il est probable que les Talibans vont revenir au pouvoir. Comme en 1996, ils tenteront d'établir leur régime obscurantiste et réactionnaire pour annihiler le respect des droits humains, en particulier pour les femmes. Les éléments progressistes de la société afghane seront pourchassés ou pire encore, exterminés. Ce retour à la case zéro survient après plus de 25 ans d'occupation américaine et une série de guerres d'un bout à l'autre du pays. Les adeptes de la théorie de la « guerre de civilisation » de Samuel Huntingdon pourront dire que c'était dans l'essence » de ce « pays barbare » de ne jamais pouvoir rejoindre les rangs des « civilisés ». Ce narratif colonialiste sert bien sûr à justifier les guerres impérialistes menées par les États-Unis et leurs alliés-subalternes (comme le Canada). Les Afghans, les Irakiens, les Haïtiens et maintenant les Chinois doivent être combattus sans relâche si on veut que la « civilisation occidentale » continue.

À l'origine

Pendant quelques centaines d'années, l'Afghanistan a été menée par une monarchie féodale qui se contentait d'accumuler des palais en laissant les zones rurales et les villes dans la décrépitude. Après leur pitoyable défaite en 1872, les Britanniques s'étaient résignés à ne pas pouvoir conquérir ce pays. Avec la Russie (tsariste), il y avait un pacte non avoué de laisser l'Afghanistan comme territoire neutre entre les deux grandes puissances asiatiques de l'époque. Tout cela a volé en éclat après la première guerre mondiale et la révolution soviétique. La nouvelle URSS voulait sécuriser les territoires dans l'est en combattant les armées blanches secondées par les féodaux sans foi ni loi.

Un nouveau projet

Par la suite, les Soviétiques ont tenté de cultiver l'élite moderniste du pays qui rêvait de sortir leur pays de la misère féodale. Un petit noyau urbain composé surtout d'étudiants et de militaires a levé la bannière de la république. Les États-Unis qui cherchaient à contrôler la région ont appuyé la monarchie tout en l'encourageant à faire des réformes, sans toucher à l'essentiel de leur pouvoir cependant. Au tournant des années 1970, l'ébullition sociale et politique a atteint un point de non-retour d'où le coup d'état de 1973 qui portait au pouvoir des militaires réformistes alliés aux petits noyaux communistes du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA). Au programme, la réforme agraire, la scolarisation (notamment des filles), l'interdiction du mariage des enfants, l'alphabétisation, la souveraineté nationale, sont mises de l'avant. Les féodaux rapidement se révoltent, organisent des émeutes dans diverses parties du région et font appel à la solidarité « islamique », notamment celle des régimes réactionnaires du Pakistan et de l'Arabie saoudite.

De l'échec au crash

En 1978, des militaires ralliés au PDPA déclenchent un nouveau coup d'état après quelques manifestations étudiantes à Kaboul. L'Union soviétique est prise de court, car à Moscou, on ne voit pas comment un régime afghan « socialiste » pourrait tenir le coup. D'autant plus que le PDPA est divisé entre deux fractions qui outre des points de vue différents ont des ancrages régionaux et

ethniques différents. Le Khalq (« le Peuple ») domine dans les régions du sud peuplées surtout de population pachtoune. Le Parcham (le Drapeau) est davantage implanté à Kaboul parmi les couches moyennes, éduquées et multiculturelles [1]. Rétroactivement, le projet est voué à l'échec :

Conçues dans l'urgence, les réformes du PDPA souffrent de la vieille division de la société afghane entre villes et campagnes. Les jeunes citadins idéalistes et éduqués ne comprennent pas le monde rural et souhaitent le remodeler, tandis que les habitants de villages aux murs de terre séchée ne montrent aucune sympathie pour la bureaucratie urbaine. Que les dimensions sociales et culturelles des réformes aient été mal accueillies car elles menaçaient les privilèges des mollahs, des *maliks* (chefs de village) et des grands propriétaires n'a rien de surprenant ; mais, plus troublant, les aspects économiques progressistes du programme se sont également vus rejetés par une paysannerie dévote. [2]

La première débâcle

Rapidement, les deux grandes factions se font la guerre dans une violence qui affaiblit le projet réformiste. Les radicaux (Khalq) veulent aller trop vite en affaires et enclins à éliminer toute dissidence, y compris parmi leurs rivaux du Parcham. Les révoltes féodales prennent de l'ampleur, d'autant plus que les États-Unis, encouragées par leurs alliés locaux saoudiens et pakistanais, sentent l'opportunité d'affaiblir l'Union soviétique. Pour le conseiller spécial du président Jimmy Carter Zbigniew Brzezinski, il faut faire de l'Afghanistan « le Vietnam des Soviétiques ». Les armes affluent et les rebelles alors qualifiés de Moudjahidines font basculer le régime. Excédés par cette dérive et craintifs de perdre leur influence, les Soviétiques envoient en 1980 leur armée pour soutenir le retour au pouvoir des modérés du Parcham. Le nouveau régime sous l'égide de Mohammed Najibullah réussit dans une certaine mesure à rallier certains rebelles en mettant la pédale douce sur les réformes et se présentant comme un nationaliste plutôt qu'un socialiste. Il entame une série de négociations qui laissent penser, pour un temps, que la paix pourrait être rétablie dans ce pays ravagé. Mais pour une grande partie de la population rurale, la révolte est une « guerre de libération » contre une invasion soviétique définie comme un projet contre l'islam. Mais ce qui fait la différence est que les rebelles sont alors en mesure de décupler leurs capacités militaires avec l'aide des armes sophistiquées (missiles anti-aériens) qui mettent à mal l'armée soviétique. Plus tard, les négociations échouent, devant l'acharnement des républicains de droite alors revenus au pouvoir sous l'égide de Ronald Reagan en 1980. Après le retrait de l'Union soviétique les partisans de Najibullah résistent, mais finalement en 1992, les rebelles font leur entrée à Kaboul pour capturer leurs adversaires, dont le président Najibullah, extirpé d'une base de l'ONU, émasculé, puis pendu sur la place publique. Les partisans du PDPA sont pourchassés, emprisonnés, torturés, exécutés ou forcés à l'exil. C'est la fin de ce projet.

Le virage taliban

Pendant quatre ans, les rebelles sèment la mort et la destruction. Pire encore, ils se battent les uns contre les autres, faisant des villes dont Kaboul des montagnes de destruction dans un carnage qui fait 100 000 morts et des millions de réfugiés qui affluent surtout au Pakistan. Soucieux de rétablir un certain « ordre », les puissantes forces militaires pakistanaises entreprennent de préparer la relève en appuyant les « Talibans, une nouvelle faction qui reproche aux groupes rebelles leur tribalisme. Au départ, les États-Unis estiment que ce projet est porteur. L'Union soviétique ayant été mise à mort, ils pensent élargir leur influence dans la région en ayant en tête de faciliter l'accès au pouvoir de factions islamistes influencées par leurs alliés. Ce projet aboutit finalement à la capture du pouvoir par les Talibans. Au début, ils bénéficient d'un appui au moins tacite d'une majorité de la population exténuée par les exactions et la violence des Moudjahidines et de leurs supporters féodaux et tribalistes. De plus, les Talibans essaient d'établir des ponts avec les États-Unis, d'où des

négociations concernant la construction de pipelines conduites par nul autre qu'Hamid Karzai (le futur président mis en place par les États-Unis en 2001).

Les douteuses alliances

Ces « nouveaux islamistes » sont plus radicaux, plus organisés, bien implantés parmi les Pachtouns du sud. Au nord, la rébellion continue, mais sans avoir la capacité de menacer le régime, en partie du fait que les anciens protecteurs (États-Unis, Arabie saoudite, Pakistan) misent plutôt sur une sorte d'« accommodement » avec les Talibans. Leur priorité est de détruire les vestiges de réformes. Le plus spectaculaire et visible est leur effort d'imposer le confinement des femmes et le retrait des filles des écoles. Ils se mettent également à attaquer les minorités, notamment les chi'ites (qu'on appelle les hazaras) qui dans l'imaginaire talibans influencés par le wahabisme saoudien sont des « mécréants » à exterminer. Dans l'indifférence généralisée des États-Unis et de leurs alliés subalternes (souvent appelée « communauté internationale » par les médias complaisants), les talibans poursuivent leur projet funeste [3]. Mais voilà qu'avec la première guerre du Golfe en 1990, les États-Unis attaquent l'Irak avec l'appui des pétromonarchies pour mettre en place d'importants dispositifs militaires. Plusieurs factions d'anciens Moudjahidines, qui avaient combattu l'URSS avec l'appui américain, n'acceptent pas ce tournant, dont un obscur Bin Laden. C'est ainsi qu'est mis en place un réseau (Al-Qaida) régional dont le but est de combattre la mainmise américaine et d'imposer un « État islamique » dans toute la région. Entre les Talibans et Al-Qaida, il y a une sorte d'alliance incertaine qui est secouée par une série d'attentats organisés par le groupe de Bin Laden à partir de bases établies en Afghanistan. La suite, on la connaît en septembre 2001.

Le projet américain

Dès le départ, les fondements de la stratégie américaine pour l'Afghanistan mais aussi pour toute la région sont superficiels, et contestés par une grande partie de l'establishment politique, intellectuel et même militaire à Washington. Certes, l'invasion de l'Afghanistan apparaît comme une nécessité pour faire oublier l'affront du 11 septembre. Les informations obtenues par les États-Unis à l'effet d'un régime taliban militairement très faible sont confirmées après quelques jours de combats qui renvoient le régime taliban dans la clandestinité. Mais au-delà de ce consensus, on ne s'entend pas. Pour le groupe restreint de néoconservateurs autour de George W. Bush, il faut procéder à rien de moins qu'une « réingénierie » de toute la région. Il faut refaire des nations (nation-building) et reconstruire des États (state-building) par une micro-gestion utilisant des exécutants locaux. L'invasion de l'Afghanistan est vue comme une opération collatérale, un tremplin pour aller de l'avant contre l'Irak et éventuellement, la Syrie et l'Iran. En Afghanistan, on met en place un pseudo appareil d'État totalement dominé par les « experts » et conseillers » américains, européens, canadiens, qui contrôlent au jour le jour la moindre opération. Quelques réformes, la plupart du temps inspirées des gouvernements nationalistes avant les Talibans, sont imposées, mais en gros, le tout est organisé pour sécuriser la position de « contractuels » dont on tolère les magouilles pour détourner des fonds, et surtout, pour compléter la guerre contre les Talibans et leurs alliés. Sur ce plan militaire, les États-Unis échouent, en partie parce que leur allié principal, le Pakistan, joue sur les deux tableaux en continuant d'appuyer les Talibans de mille et une manières. Lorsque l'invasion de l'Irak est planifiée, le « front » afghan devient encore plus secondaire. L'opposition interne aux États-Unis (notamment des appareils de sécurité comme le Pentagone et la CIA) reprend de la force avec la présidence de Barak Obama, où se dessine alors un « plan B » combinant le retrait partiel des troupes et le délestage d'alliés locaux trop compromis.

Fin de cycle

Depuis deux ans, l'emprise de la résistance talibane n'a cessé de progresser. Les « projets de développement » promus par les États-Unis et leurs alliés ont été démantelés, en dépit des milliards

de dollars consacrés à ce qui devait être la construction d'écoles ou de barrages. La guérilla talibane a été efficace sur un terrain qui est resté hostile et ignorée par l'armée d'occupation. La petite clique mandatée par Washington pour gérer le pays s'est rapidement recyclée dans le narcotrafic dont les activités n'ont cessé de progresser. Tant d'argent gaspillé, tant d'échecs monumentaux ont permis par ailleurs aux Talibans de reprendre du galon sur le plan opérationnel et politique. Des négociations entamées à Doha par les États-Unis et les Talibans avec l'appui explicite et implicite des pétromonarchies et d'autres puissances émergentes (la Turquie, l'Égypte) ont reconnu de facto le rôle pivot des Talibans dans une éventuelle « reconstruction » post-américaine. Sans que celle-ci ne soit précisée, on peut s'attendre à ce que ressemble à ce qui s'est passé en 1992, soit la mise en place d'une dictature impitoyable. Cependant, on demande aux Talibans de promettre de ne plus être une base arrière pour les résistances régionales, ce qui serait probablement envisagé par les Talibans qui combattent depuis un certain de temps les rebelles d'Al-Qaïda, et plus encore, la nouvelle génération de combattants islamistes de Daesh. Il se peut même que le deal en gestation inclut un positionnement agressif d'une Afghanistan retalibanisée contre l'Iran, le grand ennemi actuel des États-Unis et d'Israël.

L'histoire n'est pas terminée

Il y aura sans doute bien des conflits, voire des guerres à venir contre les forces opposées aux Talibans, notamment dans les régions périphériques où l'ancienne « Alliance du Nord » a encore des capacités parmi les minorités tadjiks, ouzbèques, hazaras, qui sont cependant bien affaiblies et de plus en plus empêchées d'utiliser des bases-arrières dans les pays limitrophes. Les nouveaux « protecteurs » du régime taliban ne s'entendent pas tous entre eux, notamment le Pakistan, l'Arabie saoudite, la Turquie, que les États-Unis veulent embrigader avec beaucoup de difficultés, dans l'assaut contre l'Iran. À Kaboul et d'autres grandes villes, il reste une opposition civile composée de projets et de réseaux qui combattent pour les droits humains et particulièrement les droits des femmes. Avec les progressistes afghans, une campagne internationale pour la paix a été lancée en 2004, au moment du Forum social mondial à Mumbai (Inde). Des Afghans de plusieurs régions et allégeances étaient venues se rencontrer et parler aux 150 000 personnes présentes pour demander un peu d'appui au moment où la débâcle était largement entamée. Ces efforts en dépit de quelques solidarités internationales n'ont pas pu faire la différence.

Le Canada dans la galère

J'ai visité lors d'un bref passage à Kaboul en 2007 ces projets qui sont souvent animés par les héritiers du PDPA. Ce sont des gens admirables, mais sans beaucoup de capacités. Le gouvernement pro-américain à Kaboul leur a constamment mis des bâtons dans les routes, notamment lorsque ces réformistes ont voulu lancer un programme dit de « solidarité nationale, qui aurait consisté à appuyer des microprojets gérés par et pour les communautés locales. Des fonctionnaires honnêtes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) étaient outrés de cela, mais sans pouvoir rien faire, sachant que le gros de l'aide canadienne était détourné vers les mafias au pouvoir. Au moment de l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper, le Canada s'est engouffré corps et âme dans la guerre, avec plusieurs milliers de militaires déployés sur le front à Kandahar, zone d'activités très importante pour les Talibans. Malgré le sacrifice de plus de 150 militaires canadiennes, cette opération militaire a été un misérable fiasco. Ce sont les civils afghans qui ont payé la note avec des dizaines de milliers de tués sous les bombardements américains et canadiens.

Comment briser le cercle de fer

La destruction programmée de l'Afghanistan se produit dans une implosion régionale sans précédent, qu'on peut observer en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen, en Palestine et aussi loin qu'en Lybie. Incapables d'imposer leur réingénierie, les États-Unis, de même que leur alliés

subalternes, veulent favoriser la fragmentation, voire le chaos, empêchant d'une part des forces nationales légitimes de reprendre le contrôle, bloquant d'autre part les ambitions de la Chine et de la Russie de s'ériger en contrepoids qui pourraient amener la région à s'échapper de la tutelle de Washington.

Pour les progressistes dans le monde, cette situation est lourde et malaisée. Des éléments non-avisés prônent l'appui aux adversaires des États-Unis. Ces « ennemis de nos ennemis » seraient-ils des amis de la paix et de la démocratie ? Cette illusion pourrait coûter très cher, en observant les dégâts sans limites infligés aux populations par les régimes despotiques qui sévissent en Iran, au Pakistan, en Syrie et ailleurs. En réalité, ce n'est pas une option. L'alternative fragile et menacée représentée par des groupes progressistes et des réseaux de défense des droits est la voie à suivre, sachant qu'il faudra des décennies pour rebâtir un tissu social où les luttes d'émancipation pourront déboucher sur la paix et la démocratie.

Pierre Beaudet

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

Notes

[1] À Kaboul depuis toujours, le mélange des peuples s'est produit dans une sorte de multiculturalisme où la langue dominante, le Dari (d'origine perse), était devenue la langue de l'administration, des affaires et de l'éducation. Par ailleurs le dari est la langue dominante dans plusieurs régions du nord et de l'est de l'Afghanistan d'où une identité culturelle et religieuse distincte).

[2] Christian Parenti, *Le Monde diplomatique* et *The Nation*, 7 mai 2012.

[3] Cette évolution est décrite de façon très détaillée par le célèbre journaliste pakistanais, Ahmed Rashid, *Taliban : The Power of Militant Islam in Afghanistan and Beyond*, [I.B.Tauris](#), 2010.